



ÉCONOMAT DES ARMÉES
DIRECTION GÉNÉRALE
DA

**Marché à procédure adaptée
DCE 2024-1490/EdA-DA**

**Prestations de services pour l'organisation des
séminaires de formation du Commandement de
l'Espace (CDE) pour l'année 2025**

**Cahier des Clauses Particulières (CCP)
applicable au marché**

Table des matières

ARTICLE 1.	CONTEXTE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE	4
ARTICLE 2.	GENERALITES	4
2.1	Présentation de l'Economat des Armées	4
2.2	Objet du marché	4
2.3	Parties contractantes	4
2.4	Allotissement.....	5
2.5	Forme et nature du marché.....	5
2.6	Montant du marché.....	5
2.7	Durée du marché	5
2.8	Prestations supplémentaires (PSE).....	5
2.9	Variantes.....	5
ARTICLE 3.	PIECES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 4.	PRIX.....	6
4.1	Contenu des prix.....	6
4.2	Forme, nature et mois d'établissement des prix	6
4.3	Révision de prix.....	6
ARTICLE 5.	DESCRIPTION DES PRESTATIONS	6
5.1	Lieu des formations	6
5.2	Infrastructures.....	6
5.3	Le matériel et les équipements	7
5.4	La restauration.....	7
5.5	Hébergement	7
ARTICLE 6.	MODALITES D'EXECUTION.....	7
ARTICLE 7.	OBLIGATIONS DES PARTIES	8
7.1	Obligations du titulaire relatives à la sécurité des personnels et à la confidentialité des informations	8
ARTICLE 8.	VERIFICATIONS – ADMISSION.....	9
ARTICLE 9.	SOUS-TRAITANCE.....	9
ARTICLE 10.	PENALITES.....	9
10.1	Pénalités pour retard ou manquement	9
10.2	Pénalités pour non-respect des dispositions des pièces des marchés	10
ARTICLE 11.	FACTURATION.....	10
ARTICLE 12.	CONDITIONS DE PAIEMENT	10
12.1	Délai de paiement.....	10
12.2	Mode de règlement.....	10
12.3	Intérêts moratoires	11
12.4	Nantissement et cession de créance.....	11
ARTICLE 13.	AVANCE	11

ARTICLE 14.	CLAUSE DE REEXAMEN	11
ARTICLE 15.	MARCHES SIMILAIRES	11
ARTICLE 16.	RESILIATION ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE... ..	12
16.1	Résiliation du marché par le pouvoir adjudicateur	12
16.2	Résiliation pour cas de force majeure	12
16.3	Exécution aux frais et risques du titulaire	12
ARTICLE 17.	LITIGES ET DIFFERENDS	12
ARTICLE 18.	ASSURANCES	12
ARTICLE 19.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	13

ARTICLE 1. CONTEXTE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

Le présent marché est établi sur la base des textes suivants :

- le code de la commande publique ;
- le CCAG/FCS dans sa version du 30 mars 2021.

ARTICLE 2. GENERALITES

2.1 Présentation de l'Economat des Armées

Établissement public à caractère commercial, l'Économat des Armées (EdA) est une centrale d'achat et un prestataire de services dédié au soutien des forces armées et des formations administratives du Ministère des Armées (MINARM).

L'établissement constitue un opérateur de référence de la politique gouvernementale d'externalisation visant à recentrer les structures ministérielles et les armées vers leur cœur de métier.

Les cœurs de métier de l'EdA sont l'approvisionnement des forces en denrées alimentaires et matériels, la restauration collective et privée, la gestion de libres services et de centres de loisirs, ainsi que la fourniture de prestations de service externalisées, dans les domaines de la téléphonie, de la restauration et de la logistique notamment, en France et à l'étranger.

L'administration, le soutien et le pilotage opérationnel sont centralisés à Pantin dans les locaux de la direction générale. L'établissement dispose de structures dispersées sur des sites à l'étranger où sont positionnées les forces françaises et Outre-Mer.

2.2 Objet du marché

Le marché porte sur l'organisation de deux séminaires de formation au profit du Commandement de l'Espace (CDE) basé à Toulouse pour l'année 2025.

Il est entendu par organisation la mise en œuvre des prestations suivantes :

- La location d'un lieu adapté ;
- La fourniture de matériels et équipements adaptés ;
- Une prestation traiteur ;
- Une proposition d'hébergement.

L'ensemble des attendus des prestations est détaillé dans le présent cahier des charges particulières (CCP).

2.3 Parties contractantes

Le présent marché est conclu entre :

D'une part, l'**Économat des Armées** (EdA), sis 26 rue Delizy, 93507 PANTIN cedex, représenté par son directeur général, le commissaire général Philippe POURQUE dûment habilité à cet effet, dénommé « le pouvoir adjudicateur »,

Et,

D'autre part, le « titulaire ».

2.4 Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

2.5 Forme et nature du marché

Il s'agit d'un marché de services prenant la forme d'un marché à bons, à prix unitaire et forfaitaire.

2.6 Montant du marché

Le montant estimé pour chaque séminaire est de 40 000 € HT sans montant minimum.

Le montant maximum du marché s'élève à 100 000 € HT.

2.7 Durée du marché

Le marché commence à compter du jour de sa notification. Il est conclu jusqu'à l'exécution complète des prestations prévue le 22 novembre 2025.

2.8 Prestations supplémentaires (PSE)

Sans Objet.

2.9 Variantes

Sans Objet.

ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES

Le marché, constitué des documents contractuels susmentionnés, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. Il est régi par les pièces énumérées ci-après, par ordre de priorité décroissante:

- 1) l'acte d'engagement relatif au marché et ses deux annexes ;
- 2) le présent CCP ;
- 3) le dossier technique du titulaire ;
- 4) les bons de commande ;
- 5) le CCAG FCS ;
- 6) les pratiques et coutumes de la profession.

Ces pièces sont établies en un exemplaire original. Elles sont conservées dans les archives du pouvoir adjudicateur et font seules foi.

Le marché est régi par les lois et règlements applicables en France exclusivement. Il est précisé que tout document ou correspondance relative au marché doit être rédigé en langue française.

Les dispositions du **PRESENT** marché prévalent sur celles qui figurent dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature du marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, le catalogue, les documents d'offres commerciales.

ARTICLE 4. PRIX

4.1 Contenu des prix

Les bons de commande sont passés sur la base des prix indiqués dans l'offre du candidat.

4.2 Forme, nature et mois d'établissement des prix

Les prix du marché, exprimés en euros (€) hors taxes (HT) sont mixtes, révisables et sont réputés établis aux conditions économiques du mois de la signature du marché. Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

4.3 Révision de prix

Le prix du marché est ferme.

ARTICLE 5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS
--

Dans le cadre du marché, les prestations attendues pour l'organisation des deux (2) séminaires de formation sont similaires. Les séminaires durent toute la journée. Le calendrier des séminaires est le suivant :

- Space Military Overview Course (SMOC) : du 14 au 18 avril 2025 où sont attendus 55 stagiaires militaires/civils venus de l'international ;
- Space Advanced Course (SAC) : du 17 au 21 novembre 2025, où sont attendus 80 à 100 stagiaires français.

Il est attendu que le lieu soit **identique** pour les séminaires.

5.1 Lieu des formations

L'événement doit se situer sur l'agglomération de Toulouse (31), proche du Commandement de l'Espace -18 avenue Edouard Belin- et proche toutes commodités (Transport TISSEO, et hébergement hôtelier).

5.2 Infrastructures

Le marché prévoit la mise à disposition des espaces suivants :

- Un espace de conférence type amphithéâtre ou auditorium ;
- 1 à 3 salles de sous-commission privatives pour 10-20 personnes (avec la possibilité de transformer les salles en lieu de culte) ;
- Un espace privatif dédié à l'accueil des stagiaires et des conférenciers permettant le filtrage et la sécurité des auditeurs ;
- Un espace de convivialité pour les pauses ;
- Un espace de réception pour les déjeuners et la tenue d'un Ice Breaker/soirée conviviale ;
- Une porte d'accès privatisée.

L'ensemble des espaces doit se situer sur le même site pour des raisons de sécurité.

5.3 Le matériel et les équipements

Le matériel et les équipements attendus pour la tenue de ces événements sont les suivants :

- Un pupitre avec micro filaire dans l'espace de conférence ;
- Du mobilier pour un agencement type « tables rondes » pour 5 intervenants (chauffeuses, tables basses, bouteilles d'eau) ;
- Trois micros sans-fils pour les questions des auditeurs et lors des tables rondes ;
- Des vidéoprojecteurs dans la salle de conférence principale ainsi que dans les salles privatives ;
- Un accès au réseau internet avec un débit suffisant pour 100 stagiaires ;
- Un affichage prompteur de décompte du temps pour les conférenciers ;
- Des écrans d'affichage dans les espaces accueil, réception déjeuner et pauses pour la diffusion des plannings et des vidéos.

5.4 La restauration

5.4.1 Tranche ferme

Le marché prévoit une prestation traiteur pour des déjeuners assis du lundi au jeudi (valable pour les deux séminaires). Cette prestation est calculée sur la base de **110** convives (stagiaires, conférenciers et encadrement).

5.4.2 Tranche optionnelle

Le marché prévoit également des prestations de restauration pour les événements suivants :

- Pausas cafés/thés/gourmandes à 08h00 – 10h00 et 15h00 chaque jour ;
- Organisation d'un Ice Breaker le premier soir de la formation pour 140 convives (dont 30 autorités militaires et civils/partenaires industriels) sous forme de cocktail dinatoire ;
- Organisation d'un apéritif en milieu de semaine à l'occasion d'une table ronde avec des autorités du domaine spatial et clôturant une journée de conférences (110 convives).

5.5 Hébergement

Le marché prévoit une solution hôtelière proche du lieu de la formation. Celle-ci doit rentrer dans les frais de déplacement du Ministère des Armées (120€ par nuitée avec petit déjeuner). Les participants paient eux-mêmes leurs nuitées. L'hôtel doit permettre la possibilité de garer des véhicules de service.

Nota Bene : Des accords entre le Ministère avec les établissements Hife et AppartCity sont déjà établis et permettent de bénéficier de tarif avantageux pour les missionnaires.

ARTICLE 6. MODALITES D'EXECUTION

Les prestations s'exécutent à compter de l'émission du premier bon de commande.

ARTICLE 7. OBLIGATIONS DES PARTIES

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat durant toute la durée du marché, il:

- exécute l'ensemble des prestations attendues, dans leur intégralité, de manière soignée, avec compétence et de manière continue conformément à la réglementation en vigueur et aux règles et usages de la profession ;
- respecte les délais et prix indiqués dans sa confirmation de commande.

Le titulaire :

- désigne dans son offre, et pour toute la durée du marché, un responsable (interlocuteur unique du pouvoir adjudicateur pour toute question relative à l'exécution du marché) qui suit et coordonne l'action des différents intervenants et le représente face au pouvoir adjudicateur. De cette personne dépend essentiellement la bonne exécution du marché ;
- met en œuvre les moyens en personnel nécessaires pour assurer l'exécution des prestations ;
- est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables aux prestations ;
- prend toutes les mesures utiles pour assurer la sécurité lors de l'exécution du marché ;
- a un devoir de conseil et d'alerte envers le pouvoir adjudicateur ;

Le pouvoir adjudicateur :

- s'engage à fournir au titulaire, pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées, toutes les informations nécessaires qu'il lui est possible de fournir et qui sont de nature à garantir le succès des prestations ;
- s'engage à ne pas divulguer d'informations touchant aux prix ou aux conditions d'exécution du titulaire.

Il informe au plus tôt l'EdA de tout empêchement afin qu'une solution palliative puisse être conjointement trouvée. Il est force de proposition. A défaut d'alerte, en cas de dysfonctionnement impactant l'exécution du marché, le titulaire s'expose aux pénalités décrites à l'article 10.

7.1 Obligations du titulaire relatives à la sécurité des personnels et à la confidentialité des informations

i. Sécurité intérieure

Compte tenu du contexte sécuritaire national et international, le Ministère des Armées doit se prémunir contre les actes de malveillance, la criminalité, le terrorisme et les actes violents envers les agents militaires et civils. Aussi, l'ensemble des personnels du titulaire qui interviennent dans le cadre de l'exécution du marché, fait l'objet d'une enquête administrative préalable telle que définie dans le code de la sécurité intérieure.

ii. Confidentialité

Le titulaire considère comme strictement confidentiels tout document, toute information ayant trait aux pratiques de l'EdA, aux produits et services qu'il propose, aux prix qu'il pratique, à son savoir-faire ou à ses clients ou toute donnée dont il peut avoir connaissance à l'occasion de l'exécution des marchés.

Réciproquement, l'EdA s'engage à la confidentialité du prix et de toute information relative aux pratiques professionnelles du titulaire.

Les parties doivent respecter la confidentialité des informations et ne doivent les divulguer à personne, à moins que leur divulgation n'ait été rendue obligatoire par une institution compétente. Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond de ses salariés comme de lui-même. Le titulaire est tenu de respecter cette confidentialité conformément à l'article 5.1 du CCAG/FCS sous peine de sanctions.

ARTICLE 8. VERIFICATIONS – ADMISSION

Les vérifications quantitative et qualitative des prestations s'effectuent tout au long de l'exécution du marché.

Leur admission s'effectue par la DIO après service fait, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux dispositions du marché.

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai maximum de 3 jours calendaires à compter de la date de livraison des prestations.

En cas d'ajournement, le titulaire dispose d'un délai de 12 heures à compter de la décision d'ajournement pour présenter de nouveau les prestations mises au point.

En cas de rejet, le titulaire fournit à l'EdA - selon le mode opératoire convenu avec l'EdA - des prestations de qualité conformes aux exigences du marché, dans un délai qui ne remet pas en cause le début d'exploitation du site par la DIO. Le titulaire dispose d'un délai de 4 heures à compter de la notification de la décision de rejet pour renouveler les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être exécutées par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

ARTICLE 9. SOUS-TRAITANCE

En cas de recours à la sous-traitance, le titulaire indique tous les sous-traitants connus auxquels il souhaite s'adresser ; il indique, dans un formulaire DC4 ; les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécutent à la place du titulaire. Le pouvoir adjudicateur agréé les conditions de déclaration et de paiement du sous traitant. La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

ARTICLE 10. PENALITES

Les pénalités sont calculées sur les prix des types de prestations concernées (infrastructures, matériels, restauration, etc.). Les pénalités sont cumulables entre elles et ne peuvent excéder 20% du montant total HT du marché.

10.1 Pénalités pour retard ou manquement

Lorsque le délai contractuel de délivrance des prestations est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V \cdot R) / 20$$

Dans laquelle :

P : montant de la pénalité ;

V : valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité ;

R : nombre de jours de retard dans le cadre de la phase de préparation et d'heures de retard dans le cadre des phases de livraison des prestations, des aménagements des différents espaces, puis des phases de montage et de démontage des installations, etc.

Lorsque le retard est imputable à la personne publique, le délai global d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

10.2 Pénalités pour non-respect des dispositions des pièces des marchés

En cas de non-respect des dispositions des pièces du marché (ex : non soumission de l'attestation d'assurance ou de conformité des installations), le titulaire peut se voir infliger une pénalité forfaitaire de 250 € H.T. par non-respect constaté. Le non-respect d'une obligation du marché est constaté par le pouvoir adjudicateur et notifié au titulaire défaillant par tout moyen permettant d'attester sa bonne réception.

ARTICLE 11. FACTURATION

A l'issu de la réalisation des prestations et du constat du service fait, le titulaire émet sa facture suivant les modalités ci-dessous :

Le titulaire doit déposer ses factures par voie électronique, via la plateforme de dématérialisation des factures Chorus Portail Pro (CPP), accessible via le lien suivant :

<https://chorus-factures.budget.gouv.fr>

Cette plateforme permet au titulaire d'adresser ses factures dématérialisées au pouvoir adjudicateur et de suivre en temps réel l'avancement du traitement de ses factures.

Afin que le traitement de la facture soit facilité et optimal, le titulaire doit impérativement faire apparaître les mentions légales et les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de SIRET du titulaire ;
- le numéro de son compte bancaire, tel qu'il est joint dans son offre ;
- le code service : DIO_PRESTA ;
- les références du marché (numéro et date) ;
- le n° de SIRET de l'EdA (542 085 907 00013) ;
- le montant total HT et TTC des prestations réceptionnées ;
- la date de facturation ;
- La référence du bon de commande.

Si le titulaire ne respecte pas les prescriptions susmentionnées, le traitement des factures ne peut être effectué de façon automatique. De ce fait, le délai de traitement des factures, par la Direction Financière et Comptable du pouvoir adjudicateur est allongé et la mise en règlement retardée.

ARTICLE 12. CONDITIONS DE PAIEMENT

12.1 Délai de paiement

La facture établie par le titulaire est réglée dans un délai ne pouvant excéder 30 jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve de l'acceptation des prestations par le pouvoir adjudicateur.

12.2 Mode de règlement

Le règlement s'effectue par virement au profit du compte bancaire du titulaire. Toute modification des coordonnées bancaires est portée à la connaissance du pouvoir adjudicateur par le titulaire et est formalisée par la transmission d'un R.I.B.

12.3 Intérêts moratoires

À défaut de paiement dans les 30 jours maximums suivant la réception de la facture, des intérêts moratoires sont dus au titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus. En outre, le bénéficiaire des prestations n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros.

12.4 Nantissement et cession de créance

Le pouvoir adjudicateur délivre au titulaire sur demande et sans frais, les pièces nécessaires pour une remise du marché en nantissement. Toute cession de créance est directement notifiée au comptable du pouvoir adjudicateur par l'établissement cessionnaire.

ARTICLE 13. AVANCE

Une avance peut être accordée au titulaire sur demande de celui-ci. Elle ne peut être supérieure à 30% du montant initial TTC du marché, dans les conditions fixées à l'article L2191-1 à -3 du code de la commande publique.

ARTICLE 14. CLAUSE DE REEXAMEN

En application des articles R2194-1 à 10 du code de la commande publique, le présent marché peut être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les cas suivants et à condition que ces ajouts n'aient pas pour effet de changer la nature globale du marché :

- si des prestations de services supplémentaires sont rendues nécessaires à l'exécution du marché ;
- en cas de cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire, à certaines conditions ;
- si les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues.

La clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite du pouvoir adjudicateur et est notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'attester sa bonne réception.

ARTICLE 15. MARCHES SIMILAIRES

En application de l'article R 2122-7 du Code de la commande publique, le présent marché ouvre la possibilité de recourir à la passation d'un ou plusieurs marchés similaires sans publicité ni mise en concurrence préalables, ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire.

ARTICLE 16. RESILIATION ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

16.1 Résiliation du marché par le pouvoir adjudicateur

Conformément aux dispositions des articles 47 à 54 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet des marchés avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire, soit pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général.

- Le titulaire peut s'il rencontre des difficultés dans l'exécution du marché (décès, incapacité civile ou physique, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire) émettre une demande de résiliation au pouvoir adjudicateur. Dans ce cas, la résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité ;
- Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute après avoir constaté des manquements importants dans le cadre de l'exécution du marché ; dans ce dernier cas, le pouvoir adjudicateur informe le titulaire de la sanction envisagée et invite ce dernier à présenter ses observations ;
- Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité à hauteur des frais engagés. Il incombe au titulaire d'apporter les justifications nécessaires à la fixation de cette indemnité.

16.2 Résiliation pour cas de force majeure

Les parties ne peuvent pas être tenues pour responsables si la non-exécution ou le retard dans l'exécution d'une quelconque de leurs obligations découle d'un cas de force majeure. La force majeure s'entend de tout événement extérieur, imprévisible et irrésistible au sens de l'article 1218 du Code civil.

La partie constatant l'événement informe sans délai l'autre partie de son impossibilité à exécuter la prestation.

La suspension des obligations ne peut en aucun cas être une cause de responsabilité pour non-exécution de l'obligation en cause, ni induire le versement de dommages et intérêts ou pénalités de retard.

16.3 Exécution aux frais et risques du titulaire

L'article 54.1 du CCAG/FCS s'applique.

ARTICLE 17. LITIGES ET DIFFERENDS

En cas de litige, le règlement amiable est recherché en premier lieu. Tout différend, survenant à l'occasion de l'exécution du marché, est soumis par le titulaire au pouvoir adjudicateur sous pli recommandé avec accusé de réception dans un délai de dix (10) jours à compter de la survenance du différend. Le pouvoir adjudicateur a quinze (15) jours pour se prononcer.

A défaut d'accord, il peut être recherché la solution juridictionnelle. Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Montreuil (93).

ARTICLE 18. ASSURANCES

Le titulaire dispose d'une police d'assurance couvrant ses risques d'exploitation et garantissant sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. A la demande du pouvoir adjudicateur, à tout moment durant l'exécution du marché, il est tenu de produire dans un délai de quinze jours à compter de la réception de

la demande, une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et la période de validité, sous peine de résiliation du marché.

ARTICLE 19. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX
--

Dérogations au CCAG-FCS :

CCP	CCAG/FCS
Article 3 - Pièces contractuelles	Article 4 - Pièces contractuelles
Article 8 – Vérification - Admission	Articles 27 à 30 - Opérations de vérification
Article 10 – Pénalités	Article 14 – Pénalités